

Servir la démocratie

Bernard Lahire, Professeur de sociologie à l'ENS-LSH

Le SNEsup, n°569, novembre 2008

Nous vivons actuellement dans un contexte politique particulièrement hostile aux sciences du monde social. Nos gouvernants voudraient réduire ces sciences à n'être que des « aides à la décision » ou, pire, à des discours d'accompagnement, voire de justification des décisions. Ils ont remplacé la démocratie et ses valeurs par le marché et ne mesurent l'utilité des savoirs et institutions scientifiques qu'à l'aune de leur rentabilité économique à court terme.

Ainsi Nicolas Sarkozy n'hésitait pas en avril 2007 à conditionner l'aide apportée par l'État aux filières universitaires en fonction de leur capacité à fournir des débouchés sur le marché du travail : « [...] dans les universités, chacun choisira sa filière, mais l'État n'est pas obligé de financer les filières qui conduisent au chômage. L'État financera davantage de places dans les filières qui proposent des emplois, que dans des filières où on a 5 000 étudiants pour 250 places. [...] Vous avez le droit de faire littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne si au bout il y a 1 000 étudiants pour deux places. Les universités auront davantage d'argent pour créer des filières dans l'informatique, dans les mathématiques, dans les sciences économiques. Le plaisir de la connaissance est formidable, mais l'État doit se préoccuper d'abord de la réussite professionnelle des jeunes. » (*20 minutes*, 16 avril 2007). De tels propos profondément anti-intellectualistes, dont le ressort rhétorique repose sur l'opposition simpliste entre l'utile et l'inutile, le sérieux et le futile, le souci de l'avenir professionnel des jeunes et l'irresponsabilité de ceux qui sont censés ne pas s'en préoccuper, sonnent le glas des grandes ambitions culturelles et scientifiques : l'État ne devra plus avoir à l'avenir pour mission de financer le « plaisir de la connaissance » car la connaissance, quand elle n'est pas économiquement rentable, relève d'une sorte de « loisir cultivé » qui pourra néanmoins continuer à survivre en tant que divertissement de privilégiés. Le pouvoir ne voit plus alors en la culture et en la connaissance les moyens de former des citoyens éclairés, conscients et critiques, tout à la fois curieux et capables de s'appropriier les produits du patrimoine culturel, artistique et scientifique mondial.

Contre les injonctions multiformes de production d'un « savoir utile », les chercheurs ont toujours tenu, au cours de l'histoire, à réaffirmer l'importance de la « curiosité gratuite » ou de la « recherche de la vérité » en elle-même et pour elle-même. Mais derrière nombre de réactions fortes face aux injonctions à être « utile » et « à servir » (le marché, le gouvernement, le Parti, l'Église, etc.), se cache une défense tacite d'une autre forme d'utilité ; une forme d'utilité supérieure, infiniment plus désintéressée que l'« utilité » que l'on invoque lorsqu'on demande aux chercheurs en

sciences sociales de rendre toute une série de services particuliers (d'informations, d'expertises, de conseils ou, pire, de légitimations).

Émile Durkheim, qui défendait farouchement la recherche désintéressée du savoir « pour lui-même », n'en déclarait pas moins par ailleurs à la fin du XIX^{ème} siècle : « Un peuple est **d'autant plus démocratique** que la délibération, que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques. Il l'est d'autant moins que l'inconscience, les habitudes inavouées, les sentiments obscurs, les préjugés en un mot soustraits à l'examen, y sont au contraire prépondérants. » Et il va de soi que, pour lui, les sciences sociales participent pleinement à ce travail de délibération, de réflexion et à cet esprit critique.

Filles de la démocratie, les sciences du monde social – qui sont assez logiquement mal aimées des régimes conservateurs et éradiquées par les régimes dictatoriaux –, servent (à) la démocratie et sont soucieuses, le plus souvent, de ne pas servir à autre chose qu'à cela. Car la démocratie a partie liée, dans l'histoire, avec les « Lumières », et notamment avec la production de « vérités sur le monde social » : la vérité des faits, objectivables, qui est, malheureusement, la vérité des inégalités, des dominations, des oppressions, des exploitations et des humiliations.

En l'absence de sciences du monde social fortes et autonomes, et dont les résultats sont le plus précocement et le plus largement diffusés, on laisserait les citoyens totalement démunis face à tous les producteurs ou diffuseurs d'idéologie qui se sont pourtant multipliés au cours des dernières décennies dans des sociétés où le domaine du symbolique (c'est-à-dire du travail sur les représentations) s'est considérablement étendu.

Les sciences du monde social se sont historiquement construites contre les naturalisations des produits de l'histoire, contre toutes les formes d'ethnocentrisme, contre les mensonges involontaires ou délibérés sur le monde social. Pour cette raison, elles sont d'une importance et d'une utilité primordiale dans le cadre de la Cité démocratique moderne.